

15/01/2024

Les opposants dans la rue pour un « retrait total »

« LES LOIS Macron, les lois Darmanin, on n'en veut pas », ont scandé dans la capitale plusieurs milliers de manifestants - 25 000 selon les organisateurs - venus braver le froid au son des percussions, dans une ambiance animée. De nombreux sans-papiers ont défilé en tête du cortège.

« Nous demandons le retrait pur et simple de la loi. Nous sommes venus en France pour travailler, nous ne sommes pas des délinquants », lâche Mariama Sidibé, porte-parole du collectif de sans-papiers de Paris, une ancienne aide à domicile à la retraite.

« C'est une loi raciste, faite pour nous maintenir dans la précarité et nous criminaliser, cette mobilisation n'est qu'un début », renchérit Aboubacar Dembélé, du collectif des travailleurs sans-papiers de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), alors que d'autres rassemblements sont prévus dimanche prochain.

Plus de 400 collectifs, associations, syndicats et partis politiques, avaient appelé à manifester contre un texte qui « reprend de nombreuses idées de l'extrême droite ».

« Le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin nous dit que ce texte serait nécessaire pour nous protéger de l'extrême

droite. Mais alors pour ne pas avoir Marine Le Pen, il applique le programme de Marine Le Pen, c'est insensé », s'indigne ainsi Marc Cecome, ex-mécanicien dans les transports publics, qui a défilé à Marseille avec 2 500 personnes, selon la préfecture.

Rendez-vous le 21 janvier

Adopté au forceps par le Parlement le 19 décembre, le texte restreint le versement des prestations sociales pour les étrangers, instaure des quotas migratoires, remet en question l'automaticité du droit du sol et rétablit un « délit de séjour irrégulier ».

« On n'attend rien de la décision du Conseil constitutionnel. Il va sans doute enlever certains articles, mais nous, on demande le retrait total », rappelle Denis Godard, un responsable de la Marche des solidarités.

La cheffe des députés LFI, Mathilde Panot, présente à Paris, abonde en réclamant le « retrait pur et simple de la loi immigration qui défigure l'identité républicaine de la France ».

C'est le même message qu'ont repris partout en France les opposants, comme à Lyon où ils étaient entre 2 300 per-



→ Des milliers d'opposants à la loi immigration sont descendus hier dans les rues à Paris (notre photo), Marseille, Bordeaux, Lyon et ailleurs en France pour réclamer son « retrait total » et maintenir la « pression » avant la décision du Conseil constitutionnel le 25 janvier.

sonnes (préfecture) et 3 000 (organisateur).

À Bordeaux, ils étaient deux à trois mille personnes. Des pancartes en forme de visages humains dénonçaient des situations critiques : « Nous travaillons et payons nos impôts depuis 2 ans. Ma famille ne percevra plus les allocations familiales ».

Ailleurs, la police a compté 1 600 manifestants à Rennes, 500 à Strasbourg, où une ban-

derole de tête réclamait la « régularisation de toutes les sans-papiers ».

« C'est une loi raciste et xénophobe qui fait la chasse aux migrants. On dénonce un racisme d'État qui n'est pas nouveau mais prend de plus en plus d'ampleur », dit Isabelle Muller, 72 ans, membre du collectif D'ailleurs nous sommes d'ici, dans le rassemblement alsacien.

Avant la décision des Sages

du 25 janvier, un nouvel appel contre la loi a été lancé par plus de 200 personnalités, pour le 21 janvier.

Acteurs, écrivains, journalistes, syndicalistes dont les cheffes de file de la CFDT Marylise Léon et de la CGT Sophie Binet, appellent à battre le pavé contre une loi « rédigée sous la dictée des marchands de haine qui rêvent d'imposer à la France leur projet de préférence nationale ».